

L'OEA a certes assumé le rôle qui lui revient en agissant comme «forum de première instance» face aux événements en Haïti, mais il reste que les Nations Unies sont aussi directement concernées par la situation dans ce pays.

D'ailleurs, les Nations Unies l'avaient déjà amplement reconnu dans la pratique avant les troubles actuels, puisqu'une mission avait été dépêchée pour assurer le succès du processus électoral en Haïti et que le Conseil de sécurité s'est réuni pour entendre un appel du président démocratiquement élu de ce pays en vue d'un retour au gouvernement constitutionnel.

Ayant ainsi apporté leur contribution, les Nations Unies voudront, j'en suis sûre, appuyer l'OEA dans ses efforts de médiation en vue de résoudre la crise, tout en maintenant leur engagement face aux défis à long terme du développement démocratique et socio-économique. Ce faisant, les Nations Unies seraient véritablement, comme le veut leur mandat, la voix et la conscience de la communauté des nations.

Les pays de l'hémisphère et la communauté internationale dans son ensemble reçoivent officiellement avis du nouvel esprit de détermination des Nations Unies. Ceux qui cherchent à supplanter le gouvernement démocratiquement élu d'Haïti ne pourront l'ignorer qu'à leurs dépens.